

SECRETARIAT TECHNIQUE POST-REM



République de Côte d'Ivoire

-----

Union - Discipline - Travail

PLAN D'ACTION POST-REM

**RAPPORT**

**EVALUATION DES RISQUES SECTORIELS**

**LIES AUX PRESTATAIRES DE SERVICES**

**AUX SOCIETES ET FIDUCIES**

JUIN 2024

# SOMMAIRE

<b>LISTE DES TABLEAUX</b>	2
<b>LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES</b>	3
<b>RESUME</b>	4
<b>INTRODUCTION</b>	4
<b>I. METHODOLOGIE</b>	5
<b>II. DEFINITION ET CARACTERISTIQUES INHERENTES AU SECTEUR</b>	7
1. Définition	7
2. Taille du secteur	7
3. Complexité de la structure des entreprises du secteur	8
4. Interaction avec d'autres secteurs réglementés	8
5. Etendu de la localisation des opérations du secteur	9
<b>III. NATURE DES PRODUITS ET SERVICES FOURNIS PAR LE SECTEUR</b>	10
1. Nature et portée des produits et services offerts	10
2. Niveau d'exposition des produits et service offerts (DOS et enquêtes)	10
<b>IV. NATURE DE LA CLIENTELE</b>	11
1. Nature des relations d'affaires avec les clients	11
2. Statut des clients	12
3. Profession ou activité des clients	12
<b>V. PORTEE GEOGRAPHIQUE DES ACTIVITES DU SECTEUR</b>	13
<b>VI. NATURE DES CANAUX DE DISTRIBUTION</b>	15
<b>VII. QUALITE ET DIFFICULTES D'OBTENTION DES INFORMATIONS</b>	16
<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b>	17
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	19
<b>ANNEXES</b>	21



## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Niveau de vulnérabilité liée à la nature des produits et services	10
Tableau 2 : Niveau de vulnérabilité liée à la nature des produits et services	12
Tableau 3 Niveau vulnérabilité liée à la nature de la clientèle	13
Tableau 4 Niveau de vulnérabilité liée à la portée géographique des activités du secteur	14
Tableau 5 : Niveau de vulnérabilité liée à la nature des canaux de distribution	15
Tableau 6 : Synthèse des résultats obtenus par facteur de vulnérabilité.	17

## **LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES**

<b>BC/FT/FP :</b>	Blanchiment de Capitaux/Financement du Terrorisme/Financement de la Prolifération
<b>CENTIF :</b>	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
<b>CSNU :</b>	Conseil de Sécurité des Nations Unies
<b>DOS :</b>	Déclaration d'Opération Suspecte
<b>ENR :</b>	Evaluation Nationale des Risques
<b>ESR :</b>	Evaluation Sectorielle des Risques
<b>GAFI :</b>	Groupe d'Action Financière
<b>LBC/FT/FP :</b>	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des armes de destruction massive
<b>ORTG :</b>	Organismes Régionaux de Type GAFI
<b>PSSF :</b>	Prestataire de Services aux Sociétés et Fiducies
<b>RPDC :</b>	République Populaire Démocratique de Corée
<b>SFC :</b>	Sanctions Financières Ciblées

## RESUME

Cette analyse évalue les risques de Blanchiment de Capitaux et de Financement du Terrorisme (BC/FT) dans le secteur des prestataires de services aux sociétés et fiduciaires.

L'activité des prestataires de service n'existe pas comme une activité autonome et réglementée en Côte d'Ivoire. Lesdites activités sont majoritairement exercées par des professions réglementées (avocats, notaires, experts comptables...) et soumises aux obligations de LBCFT prévue par l'ordonnance n°2023-875 du 23 novembre 2023 relative à la LBC/FT.

Ainsi la vulnérabilité inhérente des PSSF est évaluée à **élevée**. Cette vulnérabilité est liée à des facteurs qui se regroupent en deux catégories de niveaux : **Très élevé** et **Moyen**.

Concernant la première catégorie, les variables « **Caractéristiques inhérentes au secteur** », « **Nature de la clientèle** », et « **Nature de la distribution** » présentent un niveau de vulnérabilité **très élevé**.

Relativement à la deuxième catégorie, les variables « **Nature des produits et services** » et « **Portée géographique** », présentent un niveau de vulnérabilité **moyen**.

L'évaluation recommande de prendre un texte mettant en place un cadre juridique pour la création des fiduciaires, de sensibiliser et renforcer la coopération entre les prestataires de services aux sociétés et fiduciaires et les autorités de LBC/FT/FP.

## INTRODUCTION

Le Groupe d'Action Financière (GAFI) à travers un rapport de typologie, a démontré le lien important que jouent les Prestataires de Services aux Sociétés et aux Fiducies (PSSF) entre les institutions financières et bon nombre de leurs clients. Le GAFI indique également que les PSSF sont souvent utilisés, sciemment ou non, dans les activités de BC. Le GAFI montre également le rôle que les PSSF devraient jouer dans la détection, la prévention et la répression du BC/FT.

Nonobstant l'importance de plus en plus croissante de ce secteur dans l'économie, il n'avait pas été étudié dans l'évaluation nationale des risques de Blanchiment de Capitaux, de Financement du Terrorisme et de la Prolifération des Armes de Destruction Massive (BC/FT/FP) réalisée par la Côte d'Ivoire de décembre 2018 à décembre 2019.

Cette défaillance, a été constaté dans l'Evaluation Mutuelle de la Côte d'Ivoire réalisée en août 2023 et est contenue dans le REM et pourrait se résumer comme suit :

- les PSSF bien qu'assujettis à la législation de LBC/FT ne sont pas soumis à un contrôle en matière de LBC/FT car n'ayant pas d'autorité de contrôle ;
- le rôle des intermédiaires dans la constitution et la gestion des personnes morales n'a pas été évalué et aucune mesure à cet égard n'a été prise pour ces secteurs.
- l'information relative aux obligations des constructions juridiques se limite à la publication des textes en vigueur au journal officiel de la République de Côte d'Ivoire et à leur analyse par la Direction Générale des Impôts ;
- les textes en vigueur ne prévoient pas la création de constructions juridiques telles que les fiducies en Côte d'Ivoire. Ainsi les textes en vigueur n'instituent pas les PSSF comme une profession autonome et règlementée. Toutefois, une personne vivant sur le territoire ivoirien peut agir en tant que trustee d'un trust étranger ou bien encore administrer une fiducie pour la gestion de biens pour le compte d'un tiers.

Au regard de toutes ces observations, il est important de mener la réflexion sur les activités menées par les Prestataires de Services aux Sociétés et aux Fiducies en Côte d'Ivoire et surtout de procéder à une évaluation des risques auxquels ils seraient exposés.

Cette évaluation sectorielle permettra d'identifier, d'analyser et de comprendre les risques d'exposition du secteur au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme. En outre

elle permettra de recommander des mesures d'atténuation en vue de prémunir ledit secteur de l'usage abusif aux fins de Blanchiment de capitaux et de Financement du terrorisme.

Outre l'introduction et la conclusion, le présent rapport d'évaluation s'articule autour de sept points que sont : méthodologie (I), Définition et caractéristiques inhérentes au secteur (II), Nature des produits et services fournis par le secteur (III), Nature de la clientèle (IV), Portée géographique des activités du secteur (V), Nature des canaux de distribution (VI) et Qualité et difficultés d'obtention des informations (VII).

## **I. METHODOLOGIE**

Une équipe a été mise en place pour mener l'évaluation des risques relatifs aux activités des Prestataires de Services aux Sociétés et aux Fiducies. Elle était composée de onze (11) personnes issues de différents domaines et professions en lien avec la matière. Il s'agit :

- deux (02) Experts-Comptables ;
- deux (02) Agents de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières ;
- deux (02) Agents du Comité de Coordination des Politiques nationales de LBC/FT/FP ;
- deux (02) Avocats ;
- un (01) Administrateur des Impôts ;
- un (01) Conseiller juridique ;
- un (1) Notaire.

L'ensemble des travaux pour l'élaboration de ce rapport s'est fait sous la supervision d'un statisticien senior.

Toutes ces personnes ont travaillé durant quatre (04) mois à travers douze (12) réunions virtuelles et présentiels.

L'évaluation a été réalisée avec un outil développé par le cabinet international MNC de Madame Josée NADEAU, Experte LBC/FT et consultante auprès du FMI et de la compréhension préalable du module 7 de la Banque Mondiale exploité par Madame Marilyne Landry, Consultante LBC/FT GIZ.

En substance, cet outil a permis d'analyser la vulnérabilité inhérente aux activités des Prestataires de Services aux Sociétés et aux Fiducies sans prendre en compte la menace et la conséquence.

Les analyses ont été réalisées sur la base de données qualitatives et quantitatives collectées auprès de certains acteurs du secteur des Prestataires de Service aux Sociétés et aux Fiducies.

En effet, un questionnaire a été élaboré sur la base des critères d'évaluation du module MNC relatif aux EPNFD.

## **II. DEFINITION ET CARACTERISTIQUES INHERENTES AU SECTEUR**

### **1. Définition**

Au sens du GAFI et conformément au Module Banque Mondiale, sont identifiés comme Prestataires de Service aux Sociétés et Fiducies, les personnes morales lorsqu'elles préparent ou réalisent des transactions pour le compte d'un client concernant les activités suivantes :

- agir en qualité d'agent de constitution de personnes morales
- agir en qualité (ou prendre les dispositions pour qu'une autre personne agisse en qualité) d'administrateur ou de secrétaire d'une entreprise, d'associé d'une société en commandite, ou un poste similaire relativement à d'autres personnes morales
- fournir un siège social, une adresse commerciale ou un domiciliaire, une adresse de correspondance ou administrative pour une société, une société en commandite ou toute autre personne morale ou construction juridique
- agir en qualité (ou prendre les dispositions pour qu'une autre personne agisse en qualité) d'administrateur d'une fiducie expresse ou assume la fonction équivalente pour une autre forme de construction juridique
- agir en qualité (ou prendre les dispositions pour qu'une autre personne agisse en qualité) d'actionnaire désigné pour le compte d'une autre personne.

### **2. Taille du secteur**

Le secteur des Prestataires de Service aux Sociétés et aux Fiducies n'est pas caractérisé dans la nomenclature des secteurs d'activités en Côte d'Ivoire. Les activités de PSSF sont exercées accessoirement par certaines Entreprises et Professions non Financières Désignées (EPNFD) réglementées (les notaires, les avocats, les experts comptables, les conseils juridiques) et des entreprises commerciales. Il est donc impossible de disposer de statistiques précises sur la taille du secteur notamment, le volume des transactions d'actifs ainsi que le nombre d'acteurs.

Concernant les professions réglementées, des sources ouvertes constituées de membres de ces professions ont indiqué que bon nombre d'entre eux réalisent des activités de fiducie. Pour

rappel, en Côte d'Ivoire on dénombre 238<sup>1</sup> Notaires, 632<sup>2</sup> Avocats, 258<sup>3</sup> Experts-Comptables, environ 373<sup>4</sup> Conseillers juridiques. Ce qui correspond à une cible potentielle de 1501 professions réglementées.

S'agissant des autres entreprises, les données issues du Registre du Commerce ont permis d'identifier 257 sociétés faisant au moins une activité de fiducie notamment la domiciliation d'entreprise et la création d'entreprise.

Au total la cible potentiel de l'ensemble du secteur est d'au moins 1758. Ainsi, le nombre de Prestataires de Service aux Sociétés et aux Fiducies est **relativement** important.

Cependant, il ressort de l'enquête qualitative réalisée par interviews individuels auprès d'experts en matière de prestation de service aux sociétés et aux fiducies que le volume des transactions d'actifs est peu significatif au regard de leurs activités dans l'ensemble.

### **3. Complexité de la structure des entreprises du secteur**

Comme indiqué plus haut, les prestations de service aux sociétés et aux fiducies sont exercées majoritairement par certaines Entreprises et Professions Non Financières Désignées (EPNFD) réglementés (les notaires, les avocats, les experts comptables, les conseils juridiques) et certaines institutions comme financière comme les banques. Elles sont mentionnées accessoirement dans l'objet social des structures qui l'exercent. Dans la classification des secteurs d'activités en Côte d'Ivoire, le secteur des prestataires de services aux sociétés et aux fiducies n'est pas spécifiquement défini et les acteurs ne constituent pas une profession organisée en tant que telle. De plus, les sujets cibles identifiés pour la collecte de données ont été peu coopératifs sur les questions de fiducie. Ainsi, il est difficile de cerner le secteur des PSSF.

### **4. Interaction avec d'autres secteurs réglementés**

Le secteur des prestataires de services aux sociétés et aux fiducies joue un rôle crucial dans une économie, car il interagit avec divers secteurs d'activité à savoir le secteur financier et les EPNFD.

---

<sup>1</sup> Source : Chambre nationale des Notaires année 2024

<sup>2</sup> Source : Sources ouvertes, ce chiffre a été actualisé en 2023

<sup>3</sup> Source : tableau de l'ordre des experts-comptables année 2024

<sup>4</sup>Source : publiée sur le site internet de go africa online

<https://www.goafricaonline.com/ci/annuaire/conseil-juridique-fiscal>, consulté le 14/06/2024 à 12h38m.



Concernant les interactions avec le secteur financier, les prestataires de services aux sociétés et aux fiducies travaillent avec des institutions financières pour gérer des actifs, des investissements, des transactions financières et les comptes de leur client. Les fiducies investissent dans divers instruments financiers, nécessitant des services de gestion de portefeuille, de conseil en investissement et de conformité réglementaire fournis par les banques et autres institutions financières.

S'agissant des interactions avec les EPNFD, ils collaborent avec des cabinets d'avocats pour fournir des services tels que la constitution de sociétés, la gestion de fiducies et d'autres services juridiques connexes. Par exemple, ils s'assurent que les structures qu'ils mettent en place respectent les lois locales et internationales, et se tournent donc vers des experts juridiques pour des conseils et des services juridiques.

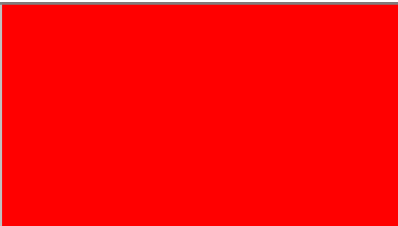
En outre, en matière immobilière, les PSSF gèrent souvent des biens immobiliers pour le compte de leurs clients. Ils peuvent s'associer avec des agences immobilières pour l'achat, la vente et la gestion de propriétés, ainsi que pour des services d'évaluation et de planification successorale.

### 5. Etendu de la localisation des opérations du secteur

Il ressort des données collectées auprès des PSSF que leurs activités sont menées principalement en Côte d'Ivoire et souvent à l'international notamment dans la sous-région. Certains PSSF interrogés ont affirmé que leurs activités s'étendent à la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, la Tunisie, le Sénégal, le Mali, le Burkina-Faso, etc...

*Tableau 1 : Niveau de vulnérabilité liée à la nature des produits et services*

Critères	Appréciations	Notation
Taille du Secteur	Importante	Très élevée
Complexité de la structure des entreprises du secteur	Complexe	

<b>Interaction avec d'autres secteurs</b>	Intégré aux autres secteurs	
<b>Etendue de la localisation des opérations du secteur</b>	Accessible à un grand nombre de client	

**La vulnérabilité inhérente relative aux caractéristiques du secteur est très élevée.**

### **III. NATURE DES PRODUITS ET SERVICES FOURNIS PAR LE SECTEUR**

#### **1. Nature et portée des produits et services offerts**

Les PSSF n'offrent pas de produits mais uniquement des services. Les services proposés sont les suivants :

- la constitution de personnes morales et l'accompagnement des entreprises ;
- l'installation de succursales et de filiales des entreprises étrangères ;
- l'offre de siège social ;
- la fourniture d'une adresse commerciale ou un domiciliaire, une adresse de correspondance ou administrative pour une société, une société en commandite ou toute autre personne morale ou construction juridique ;
- la prestation en qualité (ou prendre les dispositions pour qu'une autre personne agisse en qualité) d'administrateur ou de secrétaire d'une entreprise, d'associé d'une société en commandite, ou un poste similaire relativement à d'autres personnes morales ;
- la prestation en qualité (ou prendre les dispositions pour qu'une autre personne agisse en qualité) d'actionnaire désigné pour le compte d'une autre personne.

Les données sur l'ensemble des opérations commerciales menées par type de services ne sont pas disponibles. Il est donc impossible de se prononcer sur la fréquence des transactions par services ainsi que leur part dans le volume des transactions du secteur.

Cependant, les acteurs du secteur qui ont été interrogés ont indiqués que le volume et la fréquence des transactions relatives aux prestations de service aux sociétés et aux fiducies ne sont pas élevés aussi bien dans leur activité que dans l'ensemble du secteur.

#### **2. Niveau d'exposition des produits et service offerts (DOS et enquêtes)**

Selon les statistiques fournies par la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) en juin 2024, aucune Déclaration d'Opération Suspecte (DOS) en lien

avec le secteur d'activité des PSSF n'a été enregistrée aussi bien en matière de blanchiment de capitaux que de financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

L'absence de DOS pourrait s'expliquer par les aspects suivants :

- les acteurs du secteur des fiducies (en dehors des professions règlementées) ne sont pas sensibilisés sur leurs obligations LBC/FT ;
- une majeure partie des acteurs exercent de manière accessoire l'activité de fiducie ;
- les acteurs estiment que le volume des transactions relatives à l'activité de fiducie est résiduel dans l'ensemble de leurs activités.

A l'instar des DOS, les transactions du secteur n'ont pu être trouvées dans des cas d'enquête tel qu'indiqué par les autorités d'enquêtes notamment, le Pôle Pénal Economique et Financier (PPEF) acteur clé du dispositif de répression en matière pénale.

*Tableau 2 : Niveau de vulnérabilité liée à la nature des produits et services*

Critères	Appréciations	Notation
Nature et portée des produits et services offerts	Peu de produit	<b>Moyen</b>
Niveau d'exposition des produits et services offerts (DOS et enquêtes)	Le volume et la fréquence des transactions considérés comme modérés. Aucune DOS et aucune enquête.	

#### IV. NATURE DE LA CLIENTELE

##### 1. Nature des relations d'affaires avec les clients

Les relations d'affaires entre le fiduciaire et l'acquéreur, c'est-à-dire le client, peuvent être aussi bien permanentes que transactionnelles, et directes qu'indirectes. En effet, certains acquéreurs établissent des relations sur le moyen terme et d'autre sur et long terme avec les PSSF, assurant ainsi une continuité et une confiance mutuelle. À l'inverse, d'autres maintiennent des relations quasi ponctuelles sur le court terme, adaptées à des besoins spécifiques et immédiats. Il est également important de noter l'existence d'intermédiaires qui,

agissant au nom et pour le compte de l'acquérant, jouent un rôle crucial dans la facilitation de ces transactions et dans le maintien de la confidentialité et de la confiance inhérentes aux relations fiduciaires qui agissent au nom et pour le compte de l'acquérant.

Les clients des PSSF sont résidents ou Non-résidents. Il s'agit souvent de Personnes Politiquement Exposées.

## **2. Statut des clients**

Le statut de la clientèle des prestataires de service aux sociétés et aux fiducies varie de personnes morales à des constructions juridiques, des institutions financières à des individus fortunés et des personnes politiquement exposées. Sans connaître leur proportion, certains PSSF ont indiqué qu'il existe bel et bien des Personnes Politiquement Exposées nationales, étrangères et internationales dans leur clientèle et qu'il s'agit de personnes fortunées.

A titre d'illustration, un PSSF a indiqué avoir entretenu des relations d'affaire avec un Sénateur ivoirien dans le cadre de la domiciliation de son activité.

## **3. Profession ou activité des clients**

Les clients des prestataires de service aux sociétés et aux fiducies proviennent de divers horizons professionnels telles que :

- les banques et les institutions financières qui ont recouru souvent aux services des fiducies pour la gestion d'actifs et d'autres services financiers spécialisés ;
- les entrepreneurs et les chefs d'entreprise qui utilisent les services fiduciaires pour la gestion et la protection de leur patrimoine, ainsi que pour des conseils en matière de structuration d'entreprise ;
- les administrateurs de biens immobiliers qui utilisent des fiducies pour la gestion et la protection de portefeuilles immobiliers ;
- les particuliers fortunés : qui font appel aux fiduciaires pour des services de gestion de fortune et de planification successorale ;
- les sociétés de gestion d'actifs qui externalisent certains de leurs services fiduciaires pour une meilleure efficacité et expertise.

En dépit, de la forte intensité de liquidités que pourrait connaître ce secteur, les PSSF n'ont aucun mécanisme pour identifier les bénéficiaires effectifs de leurs clients.

*Tableau 3 Niveau de vulnérabilité liée à la nature de la clientèle*

<b>Critères</b>	<b>Appréciations</b>	<b>Notation</b>
-----------------	----------------------	-----------------

<b>Nature des relations d'affaires avec les clients</b>	Vulnérabilité multiple	<b>Très Elevé</b>
<b>Statut des clients</b>	Relation avec des PPE	
<b>Profession ou activité des clients</b>	Vulnérables	

## V. PORTEE GEOGRAPHIQUE DES ACTIVITES DU SECTEUR

Les informations sur les transactions des PSSF ne sont pas centralisées auprès d'un régulateur ou d'une autre autorité de contrôle ou d'une autorité compétente.

Cependant, les données collectées auprès de certains PSSF font ressortir que ces derniers n'entretiennent pas de relation d'affaire avec des juridictions à haut risque de BC/FT/FP tel qu'identifiées par le GAFI à savoir la Corée du Nord, l'Iran et la Birmanie.

Il en est de même pour les pays soumis aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies relatives aux sanctions financières ciblées, c'est-à-dire la RPDC et l'Iran, ainsi que toutes les juridictions entretenant des relations stratégiques avec ces pays.


Toutefois, au niveau international, d'autres zones géographiques ou communautés présentant un intérêt ou une préoccupation stratégique ont été identifiées par les professions interrogées à savoir la diaspora résidant en Europe notamment, en France, en Grande Bretagne, au Canada et en Italie.

Au niveau sous régional, le secteur entretient des relations avec d'autres juridictions d'intérêt stratégique présentant une exposition importante au BC/FT. Il s'agit de l'Afrique du Sud, du Burkina Faso, du Mali, du Nigéria et du Sénégal.

Au niveau national, la zone frontalière Nord de la Côte d'Ivoire où le FT est préoccupant a également été identifiée comme étant une zone potentielle où l'activité pourrait se mener.

*Tableau 4 Niveau de vulnérabilité liée à la portée géographique des activités du secteur*

<b>Critères</b>	<b>Appréciations</b>	<b>Notation</b>
<b>Juridictions à haut risque : Jurisdiction identifiée par le GAFI ou un ORTG.</b>	Aucune relation	<b>Moyen</b>

<p><b>Pays soumis à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies relative aux SFC, c'est-à-dire la RPDC et l'Iran, ainsi que toutes les juridictions entretenant des relations stratégiques avec ces pays.</b></p>	<p>Aucune relation</p>	
<p><b>Envisager d'autres pays soumis à la liste récapitulative de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies en ce qui concerne les SFC.</b></p>	<p>Aucune relation</p>	
<p><b>Juridictions ou zones préoccupantes en BC/FT/FP qui ne sont pas identifiées par le GAFI ou les Nations unies comme des juridictions à haut risque, mais où il existe des preuves de la présence d'un important secteur bancaire informel, de corruption (cf. indicateurs de la Banque mondiale, Transparency International), d'un niveau élevé d'instabilité sociale, économique et institutionnelle, de secret bancaire, ou qui ont été reconnues comme des paradis fiscaux ou des États fragiles.</b></p>	<p>Existante</p>	
<p><b>Juridictions d'intérêt stratégique en fonction des intérêts de sécurité du pays, y compris la sécurité économique.</b></p>	<p>Existante</p>	

<b>Zones ou régions nationales préoccupantes pour le BC/FT/FP.</b>	Existante	
--	-----------	--

## VI. NATURE DES CANAUX DE DISTRIBUTION

Les prestataires de services aux sociétés et aux fiducies utilisent divers canaux de distribution pour fournir leurs services. Ce sont notamment :

- des canaux directs, dans ce cas, le prestataire fournit directement le service au client, sans intermédiaire. Cela se fait par le biais de rencontres en personne, de consultations téléphoniques ou de plateformes en ligne.
- des canaux courts, ces canaux impliquent un intermédiaire, qui se positionne entre le prestataire et le client.
- des canaux longs ces canaux passent par plusieurs étapes supplémentaires, mettant ainsi deux intermédiaires ou plus entre le prestataire et le client.
- des canaux en ligne, de plus en plus de prestataires utilisent des plateformes en ligne pour fournir leurs services.
- des canaux physiques, certains services peuvent nécessiter la présence physique du client.

*Tableau 5 : Niveau de vulnérabilité liée à la nature des canaux de distribution*

Critères	Appréciations	Notation
<b>Anonymat conféré par le canal de distribution utilisé (par exemple, face à face, face à face avec un agent ou un tiers, à distance et à distance avec un agent ou un tiers).</b>	Favorise l'anonymat	<b>Très Elevé</b>
<b>Complexité (par exemple, de multiples intermédiaires avec peu de contrôles immédiats et peu ou pas de responsabilité dans l'identification du donneur d'ordre de la transaction).</b>	Complexe	

## **VII. QUALITE ET DIFFICULTES D'OBTENTION DES INFORMATIONS**

Malgré la composition cosmopolite de l'équipe de travail, il est important de souligner que l'absence des acteurs de PSSF issus des professions non réglementées a été remarquée.

Chaque membre a généreusement consacré son temps et a apporté son expertise dans son domaine respectif pour mener à bien les travaux du groupe.

En outre, il convient de noter que la collecte de données a été confrontée à des défis significatifs notamment la difficulté à identifier les structures qui pratiquent la fiducie, et du fait que les sujets cibles identifiés pour la collecte de données étaient peu coopératifs. Cela a rendu le processus de collecte de données particulièrement difficile.



## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

### CONCLUSION

Il ressort de l'évaluation que la vulnérabilité inhérente du secteur des PSSF est **Elevée**. Cette vulnérabilité est liée à des facteurs qui se regroupent en deux catégories de niveaux : **Très élevé** et **Moyen**.

Concernant la première catégorie, les variables « **Caractéristiques inhérentes au secteur** », « **Nature de la clientèle** », et « **Nature de la distribution** » présentent un niveau de vulnérabilité très élevé.

En effet, le secteur a des caractéristiques inhérentes qui l'expose en raison de sa taille importante, de la complexité de la structure de ses entreprises, de son interaction avec d'autres secteurs, de son accessibilité à un grand nombre de client.

En outre, les PSSF entretiennent des relations avec les PPE nationales, étrangères et, et des clients ayant une forte intensité de liquidité dans leur activité.

De plus, les canaux de distribution du secteur des PSSF favorisent l'anonymat et l'intervention de multiples intermédiaires.

Relativement à la deuxième catégorie, les variables « **Nature des produits et services** » et « **Portée géographique** », présentent un niveau de risque moyen.

Cela s'explique par le fait que le secteur présente peu de produit avec un volume et une fréquence de transaction modéré et n'aurait été cité dans aucune enquête ni aucune DOS.

De plus, même si les acteurs du secteur n'interagissent pas avec les juridictions à haut risque identifiées par le GAFI et les pays faisant l'objet de sanctions financières ciblées, ils entretiennent des relations avec des zones géographiques ou communautés présentant un intérêt ou une préoccupation stratégique en matière de blanchiment de capitaux et de financements du terrorisme.

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des résultats obtenus par facteur de vulnérabilité.

Tableau 6 : Synthèse des résultats obtenus par facteur de vulnérabilité.

Facteurs de vulnérabilités	Notation	Niveau de vulnérabilité	Vulnérabilité globale
Caractéristiques inhérentes au secteur	4	Très élevé	Elevé
Nature de la distribution	4	Très élevé	
Nature de la clientèle	4	Très élevé	
Protée géographique	2	Moyen	
Nature des produits et services	2	Moyen	

## RECOMMANDATIONS

Sur la base des résultats de l'évaluation, il est recommandé de prendre les mesures suivantes :

1. Prendre un texte mettant en place un cadre juridique pour la création des fiducies ;
2. sensibiliser et renforcer la coopération entre les prestataires de services aux sociétés et fiducies et les autorités de LBC/FT.

## **BIBLIOGRAPHIE**

<https://www.fatf-gafi.org/fr/publications/methodesettendances/Lesrisquesdebcvialesprestatairesdeservicesauxsocietesetauxfiducies.html>

<https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/guidance/Lignes-Directrices-PSAV.pdf.coredownload.pdf>

<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2021-3-page-159.htm>

<https://www.cairn.info/ergonomie--9782130514046-page-565.htm>

<https://mj.gouvernement.lu/dam-assets/dossiers/blanchiment/Lignes-directrices-PSSF-du-secteur-non-financier-octobre-2021-.pdf>

<https://www.fatf-gafi.org/fr/publications/Recommandationsgafi/Lignes-directrices-afr-prestataires-services-trusts.html>

<https://www.fatf-gafi.org/fr/publications/methodesettendances/Lesrisquesdebcvialesprestatairesdeservicesauxsocietesetauxfiducies.html>

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=LEGISSUM:124016a>

<https://www.vie-publique.fr/rapport/278059-risques-de-blanchiment-de-capitaux-et-de-financement-du-terrorisme-2019>

[https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/20230629\\_asr\\_lcb\\_ft\\_2023.pdf](https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/20230629_asr_lcb_ft_2023.pdf)

<https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/reports/COVID-19-LBC-FT.pdf>

<https://petites-economies.be/prestations-de-service/>

<https://www.nosentreprises.fr/quel-est-le-role-dun-prestataire-de-service/>

<https://mj.gouvernement.lu/dam-assets/dossiers/blanchiment/Lignes-directrices-PSSF-du-secteur-non-financier-octobre-2021-.pdf>

<https://www.fatf-gafi.org/fr/publications/methodesettendances/Lesrisquesdebcvialesprestatairesdeservicesauxsocietesetauxfiducies.html>

<https://www.fatf-gafi.org/fr/publications/Recommandationsgafi/Lignes-directrices-afr-prestataires-services-trusts.html>

<https://www.legalplace.fr/guides/creer-entreprise-service-entreprises/>

<https://www.h3c.org/wp-content/uploads/2020/06/ASR2019.pdf>

<https://www.amf-france.org/sites/institutionnel/files/2020-02/analyse-sectorielle-des-risques-de-blanchiment-de-capitaux-et-de-financement-du-terrorisme.pdf>

<https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/publications/rapports-etudes-et-analyses/analyse-sectorielle-des-risques-de-blanchiment-de-capitaux-et-de-financement-du-terrorisme-0>

[https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/20230707\\_revue\\_acpr\\_analyse\\_sectorielle\\_risques.pdf](https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/20230707_revue_acpr_analyse_sectorielle_risques.pdf)

## ANNEXES

DÉFINITIONS DES FACTEURS DE NOTATION POUR LES VULNÉRABILITÉS SECTORIELLES (IF, PSAV ET EPNFD)					
Facteurs de notation sélectionnés	Définition	Très élevé	Haut	Moyen	Faible
[1] Caractéristiques inhérentes au secteur	<p>L'importance du secteur dans l'économie nationale et la question de savoir si sa structure et ses lieux d'activité permettent de déplacer rapidement des fonds.</p> <p>Les éléments suivants doivent être pris en compte dans leur ensemble :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Taille du secteur (volume important de transactions et/ou d'actifs)</li> <li>• Complexité de la structure</li> </ul>	<p>Le secteur est considéré comme important. Il possède une structure complexe et est bien intégré aux autres secteurs.</p> <p>Les activités sont étendues tant au niveau national qu'international.</p> <p>Par conséquent, dans</p>	<p>Le secteur est considéré comme étant de taille moyenne. Sa structure présente certains éléments de complexité permettant une intégration avec d'autres secteurs dans une certaine mesure.</p> <p>Les opérations sont largement répandues</p>	<p>La taille du secteur est considérée comme petite. La structure est moins complexe, ce qui limite l'intégration avec d'autres secteurs.</p> <p>Les opérations sont nationales et limitées.</p> <p>Par conséquent, ce secteur n'est accessible qu'à un petit nombre de</p>	<p>Le secteur effectue un faible volume de transactions impliquant des activités peu fréquentes.</p> <p>La structure est simple et il n'y a pratiquement pas d'intégration avec d'autres secteurs.</p> <p>Les opérations</p>

	<p>des entreprises du secteur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration avec d'autres secteurs de déclaration</li> <li>• Étendue de la localisation des opérations du secteur.</li> </ul>	<p>l'ensemble, ce secteur est largement accessible à de nombreux clients et offre des possibilités importantes de transfert de fonds.</p>	<p>dans le pays.</p> <p>Dans l'ensemble, ce secteur est donc accessible à un grand nombre de clients et offre une certaine capacité de transfert de fonds.</p>	<p>clients et offre des possibilités limitées de transfert de fonds.</p>	<p>sont extrêmement limitées.</p> <p>Par conséquent, ce secteur n'offre pratiquement aucune possibilité de transférer des fonds à l'intérieur ou à l'extérieur du secteur.</p>
<p>[2] Nature des produits et services fournis par le secteur</p>	<p>Les produits et services, de par leur nature, présentent des niveaux variables de vulnérabilités inhérentes (avant les mesures d'atténuation). Il convient donc de</p>	<p>Le secteur offre une grande variété de produits et de services vulnérables. Il constitue une part importante</p>	<p>Le secteur offre un nombre limité de produits et de services vulnérables. Il constitue une part importante</p>	<p>Le secteur offre un seul ou un nombre très limité de produits et de services vulnérables. Il ne représente</p>	<p>Les produits et services du secteur se limitent à des opérations sans dépôt avec un nombre</p>

	<p>tenir compte des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Nature et portée des produits et services offerts par le secteur ;</li> <li>▪ la mesure dans laquelle ils ont été généralement considérés comme des produits vulnérables au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme et/ou au financement de la prolifération (par exemple, les paiements en espèces, les services bancaires privés, les services de</li> </ul>	<p>de l'ensemble des opérations commerciales menées par le secteur.</p> <p>Le volume et la fréquence des transactions sont considérés comme élevés.</p> <p>Les transactions ont pu être trouvées dans de nombreux cas d'enquête.</p>	<p>de l'ensemble des opérations commerciales menées par le secteur.</p> <p>Le volume et la fréquence des transactions liées à ces produits spécifiques sont considérés comme importants.</p> <p>Les transactions ont pu être trouvées dans certains cas d'enquête.</p>	<p>qu'une petite partie de l'ensemble des activités/opérations menées par le secteur.</p> <p>Le volume et la fréquence des transactions liées à ces produits spécifiques sont considérés comme modérés.</p> <p>Les transactions n'ont pu être trouvées que dans quelques cas d'enquête.</p>	<p>limité de transactions en espèces.</p> <p>Les transactions portent sur des montants plus faibles.</p> <p>Les produits et services proposés peuvent également être assortis de conditions restreignant l'accès aux fonds.</p> <p>Les transactions ne font l'objet d'aucune enquête.</p>
--	---	--	--	---	---

	<p>financement du commerce (par exemple, pour les biens à double usage), les mouvements transfrontaliers, les marchandises de grande valeur telles que l'or, les pierres précieuses, les objets d'art, ou d'autres produits et services découverts dans le cadre d'enquêtes tels que le recours à des professionnels, l'immobilier, l'assurance maritime, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ la mesure dans laquelle ils ont été découverts dans le cadre d'enquêtes</li> </ul>				
--	--	--	--	--	--



	financières au niveau national.				
[3] Nature de la clientèle	<p>Les vulnérabilités inhérentes au profil de la clientèle du secteur. Les éléments suivants doivent être pris en considération :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Relations d'affaires : déterminez si la majeure partie de la clientèle implique des relations permanentes ou transactionnelles, des relations directes ou indirectes.</li> <li>• Le statut du client, par exemple l'importance des personnes politiquement exposées</li> </ul>	<p>Le profil de la clientèle du secteur comprend une part importante de clients présentant des vulnérabilités multiples, notamment des relations d'affaires transactionnelles et/ou indirectes, des PPE, des clients ayant des professions ou des entreprises vulnérables.</p>	<p>Une partie importante du profil de la clientèle comprend une combinaison de relations d'affaires transactionnelles et/ou avec des tiers, des PPE, des clients ayant des professions ou des entreprises vulnérables.</p>	<p>Le profil de la clientèle du secteur comprend des interactions limitées avec des relations d'affaires transactionnelles et/ou avec des tiers, des PPE, des clients ayant des professions ou des entreprises vulnérables.</p>	<p>Le profil de la clientèle du secteur ne comprend pas ou très peu de clients vulnérables. Lorsqu'il s'agit de clients vulnérables, les opérations sont occasionnelles et limitées.</p>

	<p>(PPE) étrangères, nationales ou internationales dans le profil des clients du secteur, ou la proportion de personnes fortunées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La profession ou l'activité du client, par exemple les entreprises à forte intensité de liquidités ; la possibilité d'identifier le bénéficiaire effectif pour la plupart des clients (c'est-à-dire une structure commerciale complexe par rapport à une personne physique).</li> </ul>				
[4] Portée géographique des	Pour déterminer le niveau de vulnérabilité lié à	Les activités du secteur concernent	Les activités du secteur concernent	Les activités du secteur peuvent	Les activités du secteur

<p>activités du secteur</p>	<p>ce facteur, il convient d'examiner dans quelle mesure les activités d'un secteur impliquent les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Juridictions à haut risque : Jurisdiction identifiée par le GAFI ou un ORTG.</li> <li>• Pays soumis à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies relative aux SFC, c'est-à-dire la RPDC et l'Iran, ainsi que toutes les juridictions entretenant des relations stratégiques avec ces pays.</li> <li>• Envisager d'autres pays soumis à la</li> </ul>	<p>des juridictions à haut risque, des pays ou des zones nationales où il existe un important secteur bancaire informel ou une juridiction préoccupante. Les activités impliquant ces lieux constituent un volume important des activités du secteur et sont menées de manière continue et régulière.</p>	<p>des juridictions à haut risque, des pays ou des zones nationales où il existe un important secteur bancaire informel ou une juridiction préoccupante. Les activités impliquant ces lieux ne représentent pas un volume important des activités du secteur mais sont menées de manière continue et régulière.</p>	<p>concerner des juridictions à haut risque, des pays ou des zones nationales où il existe un important secteur bancaire informel ou une juridiction préoccupante. Toutefois, les activités menées dans ces lieux représentent un volume relativement faible de l'ensemble des activités du secteur et ne sont pas menées de manière continue et régulière.</p>	<p>sont menées exclusivement au niveau national et n'impliquent pas de juridictions ou de domaines de préoccupation.</p>
-----------------------------	---	---	---	---	--

	<p>liste récapitulative de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies en ce qui concerne les SFC.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Juridictions ou zones préoccupantes en BC/FT/FP qui ne sont pas identifiées par le GAFI ou les Nations unies comme des juridictions à haut risque, mais où il existe des preuves de la présence d'un important secteur bancaire informel, de corruption (cf. indicateurs de la Banque mondiale,</li> </ul>				
--	---	--	--	--	--

	<p>Transparency International), d'un niveau élevé d'instabilité sociale, économique et institutionnelle, de secret bancaire, ou qui ont été reconnues comme des paradis fiscaux ou des États fragiles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Juridictions d'intérêt stratégique en fonction des intérêts de sécurité du pays, y compris la sécurité économique.</li> <li>• Zones ou régions nationales préoccupantes pour le BC/FT/FP.</li> </ul>				
[5] Nature	Pour apprécier le	La majorité	Une grande	Bien qu'elles	Les

des canaux de distribution	<p>niveau de vulnérabilité associé à ce facteur, il convient de tenir compte des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Anonymat conféré par le canal de distribution utilisé (par exemple, face à face, face à face avec un agent ou un tiers, à distance et à distance avec un agent ou un tiers).</li> <li>• Leur complexité (par exemple, de multiples intermédiaires avec peu de contrôles immédiats et peu ou pas de responsabilité dans l'identification</li> </ul>	des transactions dans le secteur sont effectuées via des canaux de distribution impliquant un degré élevé d'anonymat et de complexité.	partie des transactions dans le secteur sont effectuées par le biais de canaux de distribution impliquant un degré élevé d'anonymat et de complexité.	ne constituent pas les principaux canaux de distribution, les transactions sont effectuées occasionnellement par le biais de canaux présentant un degré élevé d'anonymat et de complexité.	canaux de distribution complexes et anonymes ne sont pas ou peu utilisés.
----------------------------	--	--	---	--	---

	du donneur d'ordre de la transaction).				
--	--	--	--	--	--